

LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION
RAPPORT ANNUEL 2022-2023

Préparé au 31 mars 2023

College of Immigration and Citizenship Consultants
Collège des consultants en immigration et en citoyenneté

1002-5500 North Service Road, Burlington, ON L7L 6W6 www.college-ic.ca

Table des matières

| | |
|---|----|
| Rapport narratif du Collège pour 2022-2023..... | 3 |
| Annexe A Arrêté de délégation de pouvoirs du Collège en vertu de la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> | 7 |
| Annexe B Rapport statistique du Collège sur la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> pour 2022-2023 .. | 9 |
| Annexe C Rapport statistique supplémentaire sur la <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> pour 2022-2023 | 20 |

RAPPORT NARRATIF DU COLLÈGE POUR 2022-2023

INTRODUCTION

La *Loi sur l'accès à l'information* (la Loi) accorde aux citoyens canadiens, aux résidents permanents ou à toute personne ou société présente au Canada un droit d'accès aux documents qui relèvent d'une institution fédérale, sous réserve d'exceptions précises et limitées. Le présent rapport annuel, couvrant la période du 1^{er} avril 2022 au 31 mars 2023, est établi et soumis par le Collège des consultants en immigration et en citoyenneté (le Collège) en vue de son dépôt au Parlement, conformément à l'article 94 de la *Loi sur l'accès à l'information*.

Aperçu du Collège des consultants en immigration et en citoyenneté

Le Collège est l'autorité mandatée par le gouvernement du Canada pour réglementer la pratique des consultants réglementés en immigration canadienne (CRIC) et des conseillers réglementés en immigration pour étudiants étrangers (CRIEE). Son rôle et ses pouvoirs sont établis dans la *Loi sur le Collège des consultants en immigration et en citoyenneté* (Canada). Le Collège établit les normes de la profession en matière de délivrance de permis, de formation et d'éthique et veille à leur application dans l'intérêt public.

Le Collège réglemente les consultants en immigration et en citoyenneté dans l'intérêt public en plus de protéger le public :

- en établissant et en appliquant des qualifications, des normes de pratique et des exigences en matière de formation continue pour les titulaires de permis;
- en veillant à ce que le Code de déontologie soit respecté;
- en menant des campagnes de sensibilisation auprès du public.

Gouvernance

Le mandat fédéral du Collège découle :

- de la *Loi sur le Collège des consultants en immigration et en citoyenneté* (la Loi sur le Collège),
- de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR),
- du *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés*,
- de la *Loi sur la citoyenneté*.

La Loi sur le Collège définit les modalités relatives au conseil d'administration. Une équipe de haute direction dirige le Collège.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Bien que le Collège ait connu une croissance au cours de la dernière année, il n'en demeure pas moins une organisation relativement petite, composée d'un conseil d'administration et de moins de 150 employés à temps plein. Le Collège n'a pas de bureau officiel de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP). Toutefois, le chef des opérations assume le rôle de coordonnateur de l'AIPRP avec l'aide de la spécialiste de la conformité aux politiques. Le Collège n'a conclu aucun accord à l'égard des services énoncés à l'article 96 de la *Loi sur l'accès à l'information* au cours de la période d'établissement de rapport. Pour répondre aux exigences de publication proactive de la Loi, la spécialiste de la conformité aux politiques

travaille avec le service des finances du Collège pour percevoir et faire le suivi des dépenses afférentes aux déplacements et à l'accueil. Le Collège déclare également les dépenses afférentes aux déplacements et à l'accueil dans les deux langues officielles. Un compte a été créé pour le Collège sur le Portail du gouvernement ouvert, mais l'accès au réseau est limité puisque le Collège n'est pas un organisme gouvernemental du Canada. Le soutien à la clientèle du Portail du gouvernement ouvert cherche actuellement une solution technique ou de rechange viable pour que le Collège puisse publier lui-même ses rapports. En attendant, la spécialiste de la conformité aux politiques travaille avec un agent du soutien à la clientèle pour publier les dépenses afférentes aux déplacements et à l'accueil et accéder aux sommaires d'informations au nom du Collège.

ARRÊTÉ DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

L'arrêté de délégation de pouvoirs daté du 19 janvier 2023 désigne le chef des opérations pour exercer certains pouvoirs et accomplir certaines tâches et fonctions du président et chef de la direction en vertu de la Loi. Cet arrêté de délégation est joint aux présentes et fait partie du présent rapport annuel (Annexe A).

PERFORMANCE 2022-2023 : RAPPORT STATISTIQUE ET INTERPRÉTATION

Le rapport statistique du Collège pour 2022-2023 est joint au présent rapport annuel et en fait partie intégrante (Annexe B). Au cours de la période d'établissement du présent rapport, le Collège a reçu une demande officielle en vertu des dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*, mais cette dernière a été retirée par le demandeur. Le Collège a reçu deux demandes de consultation de la part d'un organisme du gouvernement du Canada. Une demande a été traitée dans un délai d'un à 15 jours et l'autre dans un délai de 15 à 30 jours. Aucune demande n'a été reportée de l'année précédente, et aucune demande active ne subsiste en date du dernier jour de la période d'établissement de rapport. Les activités du Collège n'ont pas été affectées par les mesures liées à la COVID-19 au cours de la période d'établissement du présent rapport. Le Collège a pu recevoir des demandes de renseignements personnels par courriel et par la poste et, depuis le 21 mars 2023, par le biais du service de demande numérique du gouvernement.

FORMATION ET SENSIBILISATION

Au cours de la période d'établissement de rapport, la spécialiste de la conformité aux politiques du Collège a assisté à diverses séances informatives de formation et d'analyse approfondie sur l'AIPRP (InfoBlitz, Deep Dive Series, etc.) offertes par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT). Il est prévu de former le personnel aux exigences de la *Loi sur l'accès à l'information* au cours de l'année à venir.

POLITIQUES, LIGNES DIRECTRICES, PROCÉDURES ET INITIATIVES

Le Collège est en train d'élaborer et de mettre en œuvre sa procédure d'accès à l'information, qui décrit comment le Collège se conforme à ses obligations en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*. Cette procédure est élaborée conformément à la *Politique sur l'accès à l'information* du SCT.

PUBLICATION PROACTIVE DANS LE CADRE DE LA PARTIE 2 DE LA LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION

Le Collège est considéré comme une institution fédérale au sens de l'article 3 de la *Loi sur l'accès à l'information*, ce qui signifie qu'il est tenu de publier les informations suivantes: dépenses afférentes aux déplacements et à l'accueil et rapports déposés au Parlement.

Au cours de la période d'établissement de rapport, le Collège a travaillé avec diligence pour colliger les dépenses afférentes aux déplacements et à l'accueil depuis le 23 novembre 2021 (date officielle à laquelle le Collège a été assujéti à la *Loi sur l'accès à l'information*). Beaucoup de temps et d'énergie ont été consacrés à l'élaboration d'un plan visant à publier les dépenses sur le site Web du Collège. Cependant, une fois la moitié du travail accompli, le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada a communiqué à la communauté de l'AIPRP sa version préliminaire de la Directive sur la publication proactive. Cette version préliminaire indiquait que les dépenses ne devaient plus être publiées sur les sites Web des institutions, mais plutôt sur le Portail du gouvernement ouvert. Compte tenu de ces nouvelles informations, le Collège a décidé de publier les dépenses au moyen du Portail du gouvernement ouvert. Comme indiqué précédemment dans ce rapport, le Collège ne peut pas actuellement accéder au réseau du gouvernement et travaille à la recherche d'une solution avec l'équipe du gouvernement ouvert. Bien qu'aucune dépense n'ait été publiée au cours de la période d'établissement du présent rapport, le premier lot a récemment été envoyé à un agent du soutien à la clientèle du Portail du gouvernement ouvert pour qu'il en fasse la publication au nom du Collège. Le Collège a mis en place une équipe spéciale qui a l'intention de rattraper le retard en matière de déclaration des dépenses et qui, une fois cette tâche accomplie, veillera à ce que les dépenses soient publiées dans les délais prescrits par la loi.

Rapports annuels

Rapport annuel sur la *Loi sur l'accès à l'information* de 2021-2022 : https://college-ic.ca/a-propos-du-college/rapports-annuels?l=fr-CA#reports_rapports-annuels-sur-la-loi-sur-laccés-a-linformation

Rapport annuel sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels* de 2021-2022 : https://college-ic.ca/a-propos-du-college/rapports-annuels?l=fr-CA#reports_rapports-annuels-sur-la-loi-sur-la-protection-des-renseignements-personnels

INITIATIVES ET PROJETS VISANT À AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION

Le Collège en est aux dernières étapes de la mise en œuvre d'un nouveau système de gestion d'entreprise afin d'améliorer les flux de travaux et les processus, et de gérer les données et le nombre croissant de ses titulaires de permis. Au cours de la période d'établissement de rapport, le Collège a décidé que son système de gestion d'entreprise pourrait également être utilisé pour faire le suivi et gérer des demandes faites en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*, ce qui accroîtrait l'efficacité et la précision du traitement des demandes. Le système de gestion d'entreprise aidera le Collège à contrôler et à respecter les délais de réponse et à saisir les données à des fins de présentation de rapports statistiques en vertu de la *Loi sur l'accès à*

l'information. Des informations supplémentaires concernant la progression de ce projet seront fournies dans le prochain rapport annuel.

RÉSUMÉ DES QUESTIONS CLÉS ET DES MESURES PRISES CONCERNANT LES PLAINTES

Le Collège n'a pas reçu ni classé de plainte relevant de la *Loi sur l'accès à l'information* au cours de la période d'établissement de rapport.

SURVEILLANCE DE LA CONFORMITÉ

Demandes d'accès à l'information

Le Collège a mis en place un système de suivi interne capable de recevoir, de gérer et de traiter les demandes d'accès à l'information. La spécialiste de la conformité aux politiques met à jour le système de suivi et en exerce la surveillance en plus de vérifier quotidiennement le portail de demande en ligne. Des rappels automatisés ont été créés dans le calendrier afin de prévoir des délais de réponse appropriés. La spécialiste de la conformité aux politiques fournit régulièrement des mises à jour au chef des opérations.

Clause d'accès à l'information

Le Collège a instauré un processus visant à inclure une clause d'accès à l'information appropriée dans les contrats et accords conclus avec ses fournisseurs de services. Les fournisseurs de services sont informés que le Collège est assujéti à la *Loi sur l'accès à l'information* et qu'il peut être tenu de divulguer des documents conformément aux exigences de la Loi.

Publication proactive

La contrôlease est chargée de vérifier l'exactitude des dépenses afférentes aux déplacements et à l'accueil avant qu'elles soient envoyées à la spécialiste de la conformité aux politiques en vue de les soumettre au gouvernement ouvert. À l'avenir, le Collège mettra en place des rappels automatisés afin d'assurer la publication proactive des informations dans les délais prescrits. Le chef des opérations est informé chaque fois que les dépenses afférentes aux déplacements et à l'accueil sont publiées.

ANNEXE B
ARRÊTÉ DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU
COLLÈGE EN VERTU DE LA *LOI SUR L'ACCÈS*
À L'INFORMATION



Arrêté de délégation de pouvoirs en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Le président et chef de la direction du Collège des consultants en immigration et en citoyenneté (CCIC) désigne par la présente, conformément au paragraphe 95(1) de la *Loi sur l'accès à l'information* et au paragraphe 73(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*, les personnes occupant les postes indiqués dans l'annexe ci-dessous, ou les personnes occupant ces postes à titre intérimaire, pour exercer les pouvoirs, les devoirs et les fonctions du président et chef de la direction en tant que dirigeant du CCIC, conformément aux dispositions de la Loi et des règlements connexes indiqués dans l'annexe relativement à chaque poste. Cette désignation remplace tous les arrêtés de délégation antérieurs.

Annexe

| Poste | <i>Loi sur l'accès à l'information</i> et règlements | <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> et règlements |
|---------------------|---|---|
| Chef des opérations | Pleins pouvoirs | Pleins pouvoirs |

En ce 19 janvier 2023, dans la ville d'Oakville

John Murray, B.A., LL.B., LL.M.

Chef de la direction, Collège des consultants en immigration et en citoyenneté

ANNEXE A
RAPPORT STATISTIQUE DU COLLÈGE SUR LA
LOI SUR L'ACCÈS À L'INFORMATION
POUR 2022-2023



Rapport statistique sur la Loi sur l'accès à l'information

Nom de l'institution: Collège des consultants en immigration et en citoyenneté

Période d'établissement de rapport : 2022-04-01 au 2023-03-31

Section 1 – Demandes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

1.1 Nombre de demandes

| | | Nombre de demandes |
|--|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | | 1 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | | 0 |
| • En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | |
| • En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport | 0 | |
| Total | | 1 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | | 1 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | | 0 |
| • Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la Loi | 0 | |
| • Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la Loi | 0 | |

1.2 Source des demandes

| Source | Nombre de demandes |
|------------------------------------|--------------------|
| Médias | 0 |
| Secteur universitaire | 0 |
| Secteur commercial (secteur privé) | 0 |
| Organisation | 0 |
| Public | 0 |
| Refus de s'identifier | 1 |
| Total | 1 |

1.3 Mode des demandes

| Mode | Nombre des demandes |
|--------------|---------------------|
| En ligne | 0 |
| Courriel | 1 |
| Poste | 0 |
| En personne | 0 |
| Téléphone | 0 |
| Télécopieur | 0 |
| Total | 1 |

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

| | | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | | 0 |
| • En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | |
| • En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport | 0 | |
| Total | | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | | 0 |

2.2 Mode des demandes informelles

| Mode | Nombre des demandes |
|--------------|---------------------|
| En ligne | 0 |
| Courriel | 0 |
| Poste | 0 |
| En personne | 0 |
| Téléphone | 0 |
| Télécopieur | 0 |
| Total | 0 |

2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

| Délai de traitement | | | | | | | |
|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | Total |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.4 Pages communiquées informellement

| Moins de 100 pages communiquées | | De 100 à 500 pages communiquées | | De 501 à 1 000 pages communiquées | | De 1 001 à 5 000 pages communiquées | | Plus de 5 000 pages communiquées | |
|---------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|-----------------------------------|--------------------|-------------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.5 Pages recommuniées informellement

| Moins de 100 pages recommuniées | | De 100 à 500 pages recommuniées | | De 501 à 1 000 pages recommuniées | | De 1 001 à 5 000 pages recommuniées | | Plus de 5 000 pages recommuniées | |
|---------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|-----------------------------------|--------------------|-------------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| Nombre de demandes | Pages recommuniées | Nombre de demandes | Pages recommuniées | Nombre de demandes | Pages recommuniées | Nombre de demandes | Pages recommuniées | Nombre de demandes | Pages recommuniées |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 3 – Demandes à la Commissaire à l'information pour ne pas donner suite à la demande

| | Nombre de demandes |
|--|--------------------|
| En suspens depuis la période d'établissement de rapports précédente | 0 |
| Envoyées pendant la période d'établissement de rapports | 0 |
| Total | 0 |
| Approuvées par la Commissaire à l'information pendant la période d'établissement de rapports | 0 |
| Refusées par la Commissaire à l'information au cours de la période d'établissement de rapports | 0 |
| Retirées pendant la période d'établissement de rapports | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapports | 0 |

Section 4 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapports**4.1 Disposition et délai de traitement**

| Disposition des demandes | Délai de traitement | | | | | | | Total |
|---|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|----------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande transférée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 |

4.2 Exceptions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------------|--------------------|-----------|--------------------|-----------|--------------------|---------|--------------------|
| 13(1)a) | 0 | 16(2) | 0 | 18a) | 0 | 20.1 | 0 |
| 13(1)b) | 0 | 16(2)a) | 0 | 18b) | 0 | 20.2 | 0 |
| 13(1)c) | 0 | 16(2)b) | 0 | 18c) | 0 | 20.4 | 0 |
| 13(1)d) | 0 | 16(2)c) | 0 | 18d) | 0 | 21(1)a) | 0 |
| 13(1)e) | 0 | 16(3) | 0 | 18.1(1)a) | 0 | 21(1)b) | 0 |
| 14 | 0 | 16.1(1)a) | 0 | 18.1(1)b) | 0 | 21(1)c) | 0 |
| 14a) | 0 | 16.1(1)b) | 0 | 18.1(1)c) | 0 | 21(1)d) | 0 |
| 14b) | 0 | 16.1(1)c) | 0 | 18.1(1)d) | 0 | 22 | 0 |
| 15(1) | 0 | 16.1(1)d) | 0 | 19(1) | 0 | 22.1(1) | 0 |
| 15(1) - A.I.* | 0 | 16.2(1) | 0 | 20(1)a) | 0 | 23 | 0 |
| 15(1) - Déf.* | 0 | 16.3 | 0 | 20(1)b) | 0 | 23.1 | 0 |
| 15(1) - A.S.* | 0 | 16.4(1)a) | 0 | 20(1)b.1) | 0 | 24(1) | 0 |
| 16(1)a)(i) | 0 | 16.4(1)b) | 0 | 20(1)c) | 0 | 26 | 0 |
| 16(1)a)(ii) | 0 | 16.5 | 0 | 20(1)d) | 0 | | |
| 16(1)a)(iii) | 0 | 16.6 | 0 | | | | |
| 16(1)b) | 0 | 17 | 0 | | | | |
| 16(1)c) | 0 | | | | | | |
| 16(1)d) | 0 | | | | | | |

*A.I. : Affaires internationales Déf. : Défense du Canada A.S. : Activités subversives

4.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|---------|--------------------|--------------|--------------------|
| 68a) | 0 | 69(1) | 0 | 69(1)g re a) | 0 |
| 68b) | 0 | 69(1)a) | 0 | 69(1)g re b) | 0 |
| 68c) | 0 | 69(1)b) | 0 | 69(1)g re c) | 0 |
| 68.1 | 0 | 69(1)c) | 0 | 69(1)g re d) | 0 |
| 68.2a) | 0 | 69(1)d) | 0 | 69(1)g re e) | 0 |
| 68.2b) | 0 | 69(1)e) | 0 | 69(1)g re f) | 0 |
| | | 69(1)f) | 0 | 69.1(1) | 0 |

4.4 Format des documents communiqués

| Papier | Électronique | | | | Autres |
|--------|-----------------------|---------------------|-------|-------|--------|
| | Document électronique | Ensemble de données | Vidéo | Audio | |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.5 Complexité

4.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier et document électronique

| Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 1 |

4.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier et document électronique par disposition des demandes

| Disposition | Moins de 100 pages traitées | | 100 à 500 pages traitées | | 501 à 1 000 pages traitées | | 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|---|-----------------------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------------------|----------------|------------------------------|----------------|------------------------------|----------------|
| | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

4.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par disposition des demandes

| Disposition | Moins de 60 minutes traitées | | 60-120 minutes traitées | | Plus de 120 minutes traitées | |
|---|------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
| | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

4.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par disposition des demandes

| Disposition | Moins de 60 minutes traitées | | 60-120 minutes traitées | | Plus de 120 minutes traitées | |
|---|------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
| | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.5.7 Autres complexités

| Disposition | Consultation requise | Avis juridique | Autres | Total |
|---|----------------------|----------------|----------|----------|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.6 Demandes fermées

4.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi

| | |
|--|-----|
| Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la Loi | 1 |
| Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la Loi (%) | 100 |

4.7 Présomptions de refus

4.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la Loi

| Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi | Motif principal | | | |
|---|---|----------------------|----------------------|-------|
| | Entrave au fonctionnement / Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autre |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

4.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi (y compris toute prorogation prise)

| Nombre de jours de retard au-delà des délais prévus par la Loi | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où aucune prorogation n'a été prise | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la Loi où une prorogation a été prise | Total |
|--|---|--|----------|
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

4.8 Demandes de traduction

| Demandes de traduction | Acceptées | Refusées | Total |
|--------------------------|-----------|----------|-------|
| De l'anglais au français | 0 | 0 | 0 |
| Du français à l'anglais | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

Section 5 – Prorogations

5.1 Motifs des prorogations et disposition des demandes

| Disposition des demandes où le délai a été prorogé | 9(1)a Entrave au fonctionnement | 9(1)b Consultation | | 9(1)c Avis à un tiers |
|---|------------------------------------|-----------------------|--------|--------------------------|
| | | Article 69 | Autres | |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus d'agir avec l'approbation de la Commissaire à l'information | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

5.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 9(1)a Entrave au fonctionnement | 9(1)b Consultation | | 9(1)c Avis à un tiers |
|------------------------|------------------------------------|-----------------------|--------|--------------------------|
| | | Article 69 | Autres | |
| 30 jours ou moins | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 6 – Frais

| Type de frais | Frais perçus | | Frais dispensés | | Frais remboursés | |
|---------------|--------------------|---------|--------------------|---------|--------------------|---------|
| | Nombre de demandes | Montant | Nombre de demandes | Montant | Nombre de demandes | Montant |
| Présentation | 1 | \$0.00 | 0 | \$0.00 | 0 | \$0.00 |
| Autres frais | 0 | \$0.00 | 0 | \$0.00 | 0 | \$0.00 |
| Total | 1 | \$0.00 | 0 | \$0.00 | 0 | \$0.00 |

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations**7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations**

| Consultations | Autres institutions du gouvernement du Canada | Nombre de pages à traiter | Autres organisations | Nombre de pages à traiter |
|---|---|---------------------------|----------------------|---------------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 2 | 93 | 0 | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 2 | 93 | 0 | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 2 | 93 | 0 | 0 |
| Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |

7.2 Recommandation et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | Total |
|---------------------------------|--|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communiquer en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communiquer en partie | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Exempter en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclure en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 |

7.3 Recommandation et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations à l'extérieur du gouvernement du Canada

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | Total |
|---------------------------------|--|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communiquer en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communiquer en partie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exempter en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclure en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 8 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les renseignements confidentiels du Cabinet

8.1 Demandes auprès des services juridiques

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 100 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|-----------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 100 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|-----------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 9 – Enquêtes et compte rendus de conclusion

9.1 Enquêtes

| Article 32 Avis d'enquête | Article 30(5) Cessation de l'enquête | Article 35 Présenter des observations |
|------------------------------|---|--|
| 0 | 0 | 0 |

9.2 Enquêtes et rapports des conclusions

| Article 37(1) Comptes rendus initiaux | | | Article 37(2) Comptes rendus finaux | | |
|---------------------------------------|---|---|-------------------------------------|---|---|
| Reçus | Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information | Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information | Reçus | Contenant des recommandations émis par la Commissaire à l'information | Contenant des ordonnances émis par la Commissaire à l'information |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 10 – Recours judiciaire**10.1 Recours judiciaires sur les plaintes**

| Article 41 | | | | |
|---------------|-----------------|----------|--|-------|
| Plaignant (1) | Institution (2) | Tier (3) | Commissaire à la protection de la vie privée (4) | Total |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

10.2 Recours judiciaires sur les plaintes de tiers en vertu de l'alinéa 28(1)b)

| Article 44 - en vertu de l'alinéa 28(1)b) |
|---|
| 0 |

Section 11 – Ressources liées à la Loi sur l'accès à l'information**11.1 Coûts**

| Dépenses | | Montant |
|---------------------------------------|----------|-----------------|
| Salaires | | \$46,800 |
| Heures supplémentaires | | \$0 |
| Biens et services | | \$40,365 |
| • Contrats de services professionnels | \$40,365 | |
| • Autres | \$0 | |
| Total | | \$87,165 |

11.2 Ressources humaines

| Ressources | Années-personnes consacrées aux activités liées à l'accès à l'information |
|--|---|
| Employés à temps plein | 0.600 |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0.000 |
| Employés régionaux | 0.000 |
| Experts-conseils et personnel d'agence | 1.000 |
| Étudiants | 0.000 |
| Total | 1.600 |

Remarque : Entrer des valeurs à trois décimales.

ANNEXE C
RAPPORT STATISTIQUE SUPPLÉMENTAIRE
SUR LA *LOI SUR L'ACCÈS À*
L'INFORMATION* ET LA *LOI SUR LA
PROTECTION DES
***RENSEIGNEMENTS PERSONNELS* POUR**
2022-2023



Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution : Collège des consultants en immigration et en citoyenneté

Période
d'établissement de rapport : 2022-04-01 au 2023-03-31

Section 1 : Capacité de recevoir des demandes sous la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.

| | Nombre de semaines |
|--|--------------------|
| Capacité de recevoir des demandes par la poste | 51 |
| Capacité de recevoir des demandes par courriel | 51 |
| Capacité de recevoir des demandes au moyen du service de demande numérique | 1 |

Section 2 : Capacité de traiter les dossiers sous la *Loi sur l'accès à l'information* et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papiers à différents niveaux de classification.

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents papiers non classifiés | 1 | 0 | 51 | 52 |
| Documents papiers Protégé B | 1 | 0 | 51 | 52 |
| Documents papiers Secret et Très secret | 1 | 0 | 51 | 52 |

2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques à différents niveaux de classification.

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents électroniques non classifiés | 1 | 0 | 51 | 52 |
| Documents électroniques Protégé B | 1 | 0 | 51 | 52 |
| Documents électroniques Secret et Très secret | 1 | 0 | 51 | 52 |

Section 3 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

3.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023 | Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023 | Total |
|---|--|---|----------|
| Reçues en 2022-2023 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

3.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|--|------------------------------------|
| Reçues en 2022-2023 | 0 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 |
| Total | 0 |

Section 4 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels

4.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes <i>dans</i> les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023 | Demandes ouvertes <i>dépassant</i> les délais prescrits par la Loi en date du 31 mars 2023 | Total |
|---|---|--|----------|
| Reçues en 2022-2023 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

4.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|---|-----------------------------|
| Reçues en 2022-2023 | 0 |
| Reçues en 2021-2022 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 | 0 |
| Reçues en 2014-2015 | 0 |
| Reçues en 2013-2014 ou plus tôt | 0 |
| Total | 0 |

Section 5: Numéro d'assurance social

Votre institution a-t-elle commencé une nouvelle collecte ou une nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2022-2023?

Non

Section 6: Accès universel sous la Loi sur la protection des renseignements personnels

Combien de demandes ont été reçues de la part de ressortissants étrangers confirmés en dehors du Canada en 2022-2023?

0